



Prendre la (dé)mesure des chiffres.

Entretien avec Olivier Martin.



Cette analyse, sous la forme d'interview d'Olivier Martin, s'inscrit dans notre cycle de réflexion 2023 sur la thématique « Des chiffres et des êtres ». Après les exposés de Roland Gori à Bruxelles et à Liège, résumés dans l'analyse « Une journée avec Roland Gori pour nous interroger sur la prégnance des chiffres dans nos vies », nous avons organisé le 30 mai une journée de réflexion sur l'impact des chiffres sur nos pratiques professionnelles. Elle a été introduite par Olivier Martin et nous avons profité de sa présence pour l'interviewer et épingler quelques sujets de réflexion autour des chiffres dont nous vous restituons l'essentiel.

Olivier Martin, au départ mathématicien-physicien, a poursuivi ses recherches en sociologie et statistique. Il est aujourd'hui professeur de sociologie à la faculté des sciences humaines et sociales de l'Université Paris Cité et directeur du Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS). Son ouvrage de vulgarisation *Chiffre* paru chez Anamosa avait particulièrement attiré notre attention. Ses propos sont une source d'inspiration inépuisable pour observer et réagir à la manière dont les chiffres nous gouvernent.

Chiffres, l'opération séduction : des mesures scientifiques aux quantifications de nos quotidiens.

SAW-B : Vous avez une formation initiale en mathématiques et en physique mais c'est en découvrant les sciences sociales, à travers l'économie puis la sociologie, que vous commencez à vous intéresser à l'histoire de la quantification. Pourquoi cet intérêt pour les chiffres et en quoi vos travaux se situent-ils à l'articulation entre ces disciplines ?

Olivier Martin : En passant de la physique théorique à l'économie, j'ai vécu un déplacement des outils mathématiques faits plutôt pour la physique à des outils mathématiques faits plutôt pour l'économie. Ce qui m'a étonné, c'est qu'à aucun moment, pas plus en économie qu'en physique, on ne se pose la question d'où viennent ces données, de ce qu'elles mesurent vraiment, de ce qu'elles expriment vraiment. Alors autant en physique on est depuis très longtemps habitués à l'idée qu'il y a des longueurs, des surfaces, des intensités, des luminosités, des volumes, des fréquences, etc. Autant en économie je découvrais quelque chose dont je n'avais jamais entendu parler par ailleurs. On me parlait de l'utilité du consommateur, qu'on pouvait mesurer ; on me parlait des préférences du consommateur et de son aversion pour le risque, qu'on pouvait quantifier aussi... Et j'étais très gêné par ces hypothèses sur le comportement des acteurs économiques au sens large, que ce soient des individus ou des entreprises. C'est là que j'ai commencé à vouloir creuser cette question et à faire une thèse sur « la mesure en économie ». Finalement, le hasard des rencontres a fait que, parmi les personnes que j'ai croisées, c'étaient plutôt des psychologues et des sociologues qui s'intéressaient à cette question. Qu'est-ce que c'est que mesurer l'intelligence ? Qu'est-ce que c'est que mesurer les opinions ? Qu'est-ce que c'est que mesurer les attitudes ? Qu'est-ce que c'est que mesurer ces grandeurs à l'interface de la sociologie et de la psychologie ? Donc j'ai fait une thèse sur l'histoire de la quantification en psychosociologie jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle pour comprendre comment des individus et des institutions sont parvenus à croire que le Q.I. (le quotient intellectuel) mesurait l'intelligence. Après ma thèse, j'ai continué à avoir cet intérêt pour la quantification. Mes responsabilités au sein de l'université m'ont éloigné de la recherche pendant un temps et j'y suis finalement revenu récemment. Au fil de mes lectures, je me rends compte qu'il



n'y a pas d'un côté les statistiques, qui sont des conventions qu'on chiffre, et de l'autre côté des mesures réalistes. Autrement dit, je constate que dans les pratiques de mesure, que ce soit la longueur de la table ou l'intelligence, il y a de fortes similitudes.

SAW-B : Si on prend l'exemple du Q.I., comment une mesure, au départ surtout utilisée par des chercheurs et des praticiens, se retrouve-t-elle utilisée par tout le monde ? Qu'est-ce que le chiffre a de si séduisant ?

O.M. : Les outils de mesure de l'intelligence ont rencontré des problèmes sociaux et semblaient y apporter des réponses. Alfred Binet, qui développe l'outil à la fin XIX^{ème} - début du XX^{ème} siècle, est un psychologue français qui s'intéresse au développement des capacités cognitives des enfants. Il n'a pas du tout l'idée de mesurer quoi que ce soit, il essaie de comprendre comment se développent les capacités de compréhension, de désignation, le vocabulaire, les capacités de calcul, etc. Il est sollicité par le ministère de l'instruction publique (aujourd'hui le ministère de l'éducation nationale) afin de concevoir un outil pour distinguer les enfants qui sont aptes à suivre l'instruction publique obligatoire et ceux qui ne le sont pas. A partir d'une image, il conçoit une série d'épreuves qu'il va faire passer à des enfants d'âges différents. Et il constate que lorsque les enfants ont 2-3 ans, ils sont capables de dire "on voit une charrette", "on voit un monsieur", "on voit un enfant". Puis, à 4-5 ans, "il ne fait pas beau", "il pleut", "ils ont l'air triste". Et puis plus tard à 7-8 ans, ils racontent une histoire : "ils sont en train de déménager", "l'enfant a des meubles dans sa charrette", "ils doivent partir d'un endroit à l'autre", "ils ont l'air pauvres"... Je simplifie mais Binet constate qu'en fonction de l'âge de l'enfant, il ne raconte pas la même histoire avec le même degré de précision, la même capacité. Binet conçoit d'autres épreuves, par exemple de calcul rapide, et il dit : "A l'âge de 5 ans, les enfants doivent être capables de faire ça, ça, ça aux épreuves. A l'âge de 6 ans, ils doivent être capables de faire ça, ça, ça aux épreuves. A l'âge de 8 ans, ils sont capables de faire ça, ça, ça aux épreuves." Il n'y pas de quantification. Mais là où il entre dans une logique de quantification, c'est quand il dit : "si un enfant a biologiquement 8 ans et qu'il n'est pas capable de passer les épreuves de 8 ans mais uniquement celles de 7 ans, alors cet enfant a 1 an de retard d'âge mental". Autrement dit, il commence à quantifier en regardant le nombre d'épreuves que les enfants sont capables de passer. Binet appelle son outil "l'échelle métrique d'intelligence" mais il insiste sur le fait que ce n'est pas une machine automatique. Il a cette expression : "ce n'est pas comme une balance de gare qui crache votre poids". Il préconise que le test soit mis dans des mains expertes, c'est-à-dire auprès de psychologues cliniciens expérimentés qui sont capables d'interpréter ce que l'enfant dit ou ne dit pas, s'il est intimidé par la scène, etc. Cela signifie qu'on ne peut pas faire passer des centaines de tests à des milliers de personnes parce que ça nécessite un psychologue en face de chaque enfant ou de chaque personne.

Bref, Binet meurt prématurément en 1911 et le psychologue américain Henry Herbert Goddard découvre son travail et l'importe aux États-Unis. Or, à ce moment-là, aux États-Unis, on est confronté à un problème de quantité : on ne peut pas mettre un psychologue en face de chaque migrant ou en face de chaque homme qui va aller sur le front en Europe. Ce n'est pas possible. Il faut automatiser. Donc on va se dispenser du psychologue, on va prendre des épreuves assez simples et ce sera "réussi ou pas réussi", "un point ou zéro point". Et c'est là qu'on voit apparaître ce qui ressemble un peu à nos tests de Q.I. Ces tests étaient encore plus marqués culturellement qu'aujourd'hui. Par exemple, le test d'intelligence utilisé par les Américains, notamment pour constituer une armée en 1917, est composé d'images, parce que tout le monde ne savait pas lire, et l'une des images qu'on présente c'est le dessin d'un terrain de tennis pour laquelle on demande ce qu'il manque. En fait, il manque le filet, mais encore faut-il savoir ce qu'est un terrain de tennis, encore faut-il

être dans un milieu où on connaît un terrain de tennis en 1917... Et plein d'autres choses du même acabit ! Aujourd'hui quand on voit ces tests on se demande "comment c'est possible qu'ils aient pensé que ces tests aient un sens à la fois pour les futurs militaires mais aussi pour les migrants ?" Ce sont quand même des aberrations, des gens ont été triés sur cette base-là quand même ! Donc on passe d'une échelle métrique d'intelligence à la Binet, qui est simplement un outil d'accompagnement du psychologue pour l'aider à porter un diagnostic sur les enfants, au sens clinique du terme, à une échelle de mesure de l'intelligence automatisée et auto-administrée. Et aujourd'hui le Q.I. ce n'est rien de plus qu'un mode de calcul, qu'on ramène à une moyenne pour normaliser.

Bref, pour répondre à la question "comment ces outils de quantification ont connu autant de succès ?", c'est souvent parce que ce sont des outils qui peuvent rencontrer un besoin social. Le Q.I. c'est clairement le cas. Là ce sont clairement des besoins de coordination et de prise de décision. Est-ce que j'admets ou pas ces migrants ? Comment je classe les individus à l'entrée de mon université ? Et puis à mon avis, c'est aussi la curiosité de chacun qui permet d'expliquer le succès de ces outils de quantification. On a des montres qui comptent les pas, le rythme cardiaque, les efforts qu'on a faits, etc. Il y a un côté stimulant. On a l'impression de se connaître mieux et ça accompagne le discours qu'on a sur soi-même : "je suis sportif", "je suis intelligent", "je suis travailleur", "je lis beaucoup", ... Cette dimension de connaissance de soi-même est un moteur puissant pour que les individus adoptent les outils de quantification de soi. Et puis il y a aussi un côté ludique et de challenge. Comme dans tous les jeux, je cumule des points, je vais essayer de faire mieux, etc.

Des chiffres neutres et objectifs, ça existe ?

SAW-B : On entend souvent "les chiffres sont neutres", "les chiffres sont objectifs". Qu'en pensez-vous ?

OM : Alors ça, c'est une vaste blague ! On l'entend en permanence ce discours. C'est le fruit de ce que j'appelle "la rhétorique savante", c'est-à-dire qu'on voit le chiffre comme une mesure non contestable. On pense souvent que les chiffres posent des problèmes parce qu'il y a des erreurs de mesure. Or, ce n'est pas ça le plus gros enjeu autour des chiffres. Ce ne sont pas les erreurs de mesure, ce n'est pas la décimale ou la troisième décimale qui est fautive, ce n'est pas ça l'enjeu. L'enjeu c'est : de quoi parle le chiffre ? Tout ce discours sur "le chiffre est neutre", "les chiffres ne mentent pas", "les chiffres parlent d'eux-mêmes", "les chiffres s'imposent", c'est le fruit de la rencontre de cette posture quantitative et de cette rhétorique qui fait que le chiffre est censé être en prise directe avec le réel le plus pur, le plus détaché des subjectivités humaines et des intérêts particuliers. C'est lié à l'histoire de la mesure et à la manière dont on l'a pensée, notamment dans les sciences physiques qu'on fait au lycée, comme la cinématique et la mécanique, avec la chute des corps, la vitesse, les longueurs, les distances, etc. On est tellement familier avec l'idée que la vitesse c'est la vitesse, que la distance c'est la distance et que le temps c'est le temps, qu'il n'y a pas d'écart entre ce que je mesure et ce qu'il se passe réellement... On est tellement en prise avec cette idée que quand je mesure, aux mesures d'erreurs près, je suis dans la vérité, je suis dans l'accès à une réalité... Et on a grandi à la fois scolairement, historiquement et épistémologiquement dans cette idée qu'"il n'y a de connaissance que de mesurable", que "pour bien connaître il faut mesurer", etc. Toute cette rhétorique portée par des physiciens au XIX^{ème} siècle irrigue aujourd'hui toutes les disciplines ! Par exemple, si vous prenez des sites de cabinets de conseil ou de

management, il est vraisemblable que vous allez tomber sur beaucoup de sites ou de manuels de management dans lesquels on vous dira "pour bien gérer il faut quantifier", "on ne peut gérer que ce qu'on quantifie, ce qu'on mesure". On baigne là-dedans ! Et cette pensée n'a fait que se renforcer avec la culture cybernétique, c'est-à-dire l'idée que parce qu'on va mesurer un certain nombre de choses, on aura une connaissance complète du monde et on pourra piloter le monde ! C'est la métaphore du pilote d'avion. Le pilote d'avion a plein de cadrans devant lui et il est capable de diriger son avion à bon port sans problème. Donc on a cette idée, qui à mon avis est très forte dans la haute fonction publique et dans le haut management : j'ai un tableau de bord qui me donne une vision complète de mon entreprise, et avec ça je réinjecte un petit peu de ceci, je mets un peu de cela, je règle un petit bouton en dessous de ceci-cela, alors je pilote et j'avance de manière optimale. Et on pense que ça marche comme ça. On a finalement construit notre monde à travers ce regard-là, à travers cette métaphore cybernétique, à travers cette culture qui dit qu'"on ne connaît bien que ce qu'on a mesuré", qu'"on ne gère bien que ce qu'on a mesuré". On passe notre temps à concevoir des grandeurs, des notions et on porte un regard sur un monde qui est quantifié. Par exemple, la notion de compensation écologique est sidérante ! Quand on voit concrètement comment on calcule la compensation, comment est-ce qu'on peut penser que c'est une bonne chose pour la nature ? C'est une réponse sociale à une question sociale. Comment est-ce que je fais accepter mon entrepôt Amazon, mon barrage, mon autoroute ou mon bâtiment ? Eh bien j'annonce que je compense et c'est bon.

Donc pour répondre à la question, comment est-ce qu'on arrive à croire en tout ça ? Comment les sociétés en sont arrivées à penser cette rhétorique que "les chiffres ne mentent pas ?" Je pense que c'est le fruit d'une épistémologie des sciences physiques ordinaires, très terre à terre : je fais une hypothèse, je fais une expérience, je mesure des éléments qui démontrent la véracité de mon hypothèse et je conclus. Mais dans l'histoire des sciences, c'est beaucoup plus compliqué que ça ! Parce que si ça ne marche pas, c'est peut-être l'expérience qui est mal conçue, c'est peut-être l'hypothèse qui est fautive... Si ça marche, c'est peut-être un biais de l'expérimentation, c'est peut-être que l'hypothèse est fautive mais que l'expérience est faite pour que ça marche tout le temps... Bref, il y a un certain nombre de problèmes. Mais ce schéma hypothético-déductif reposant, dans l'expérience, sur beaucoup de quantification, beaucoup de mesures, nous imprègne fortement, au point qu'on l'utilise aujourd'hui même en médecine, en économie du développement, etc. Attention, je ne suis pas en train de dire que les chiffres ne sont que des constructions totalement artificielles, je ne suis pas en train de nier la puissance de chiffre, l'intérêt des chiffres pour connaître, pour comprendre, pour agir. Je ne suis pas en train de jeter le bébé avec l'eau du bain. Je dis simplement qu'on en fait un peu trop dans notre croyance dans les chiffres.

La quantification est un fait social.

SAW-B : Dans vos travaux, vous expliquez que la quantification est un *fait social*, selon le concept d'Emile Durkheim. Qu'est-ce que ça veut dire ?

OM : Un fait social, selon Durkheim, c'est quelque chose qui n'est pas naturel. Ce n'est pas l'alternance du jour et de la nuit, qui nous est imposée. Ce n'est pas le cycle de la naissance et de la mort, qui nous est imposé aussi. Ce n'est pas l'alternance des saisons ou la chute des corps, qui nous sont imposées par la nature. Ce

n'est pas un fait produit par l'action de la nature sur l'homme ou sur la société. C'est un fait qui est produit par l'action des individus en société et auquel on ne peut pas se soustraire. Par exemple, c'est le cas de la religion : on peut se positionner sur le sujet mais on ne peut pas se soustraire aux dieux. C'est pareil pour les chiffres. C'est quelque chose qui est fabriqué par les sociétés, qui s'impose aux sociétés et aux individus sans qu'on puisse s'y soustraire. C'est ça un fait social. Après on peut s'interroger sur l'idée qu'avec les chiffres et la mesure nos sociétés prennent peut-être le chemin d'un fait social "total", c'est-à-dire que finalement il n'y a pas de sphère dans la société qui y échappe.

SAW-B : Vous expliquez aussi que les chiffres mesurent des faits qu'ils contribuent eux-mêmes à fabriquer, c'est-à-dire qu'ils ont une dimension prescriptive. Est-ce que vous pouvez nous en dire davantage ?

OM : Le mécanisme le plus fort est le phénomène des prophéties autoréalisatrices. C'est-à-dire qu'on énonce quelque chose, par exemple "ce lycée est un lycée d'excellence", et évidemment cela va s'auto-entretenir parce que les bons élèves vont y aller si c'est un lycée d'excellence, et ils ne vont pas y aller si c'est un lycée mal noté. Il y a un effet d'auto-entraînement. Le chiffre va produire la réalité. C'est le cas sur les marchés financiers par exemple. Si vous annoncez que demain la note de la France va être dégradée au plus bas, tous les investisseurs vont y croire et puis évidemment c'est ce qui va se passer. Après quand on dit que la quantification construit un monde, ce n'est pas uniquement un phénomène de prophétie autoréalisatrice, c'est à la fois plus simple et plus profond que ça. Par exemple, si on prend la catégorie des "chômeurs", on a un ensemble de situations où les individus sont sans emploi et on va construire une catégorisation, une définition du chômeur, et ensuite on va percevoir et agir avec en tête cette notion de chômage. Le meilleur exemple c'est celui de François Hollande, qui avait construit son mandat autour du fait qu'il allait "inverser la courbe du chômage", sous-entendu faire baisser le chômage. Il a construit à la fois son discours, ses axes, ses paroles et une partie de son gouvernement autour de cet objectif chiffré. Donc ici c'est d'une certaine manière plus profond qu'une prophétie auto-réalisatrice : on va orchestrer l'action de l'État, l'action des services de l'État, les politiques du gouvernement, les commentaires des journalistes, les votes des Français sur cet objectif-là. Autre exemple, dans les années 1980 ou 1990 en France, le ministre de l'enseignement de l'époque, Jean-Pierre Chevènement, annonce "je veux 80% d'une classe d'âge au Bac". Pendant 20 ou 30ans, toutes les politiques ont été axées là-dessus : créer de nouveaux bacs, faciliter l'accession au bac, faciliter la réussite au bac, etc. Et finalement on y est ! On est même au-delà maintenant. Donc on construit des sociétés, on coordonne l'action d'une myriade d'acteurs sociaux, d'institutions, de politiques, etc. autour d'un objectif qui ici en l'occurrence était chiffré. Et il y a souvent des politiques chiffrées parce que c'est plus facile de dire "j'y suis arrivé" ou "je n'y suis pas arrivé".

Le chiffre, associé du pouvoir.

SAW-B : La mesure, la quantification, forment non seulement nos représentations mais aussi nos réalités. Derrière les chiffres, il y a donc une question de pouvoir.

OM : Ah oui toujours ! Toujours. Le pouvoir est toujours quelque part. Au fond, l'histoire de la quantification montre que, quand on a la main sur une quantification, cela peut conférer du pouvoir. Je vais prendre un

exemple qui est positif à mes yeux, celui des associations féministes qui s'engagent dans la lutte contre les violences faites aux femmes. On peut s'engager en accompagnant les femmes, et puis on peut s'engager en produisant des chiffres, en disant "je vais faire un compteur du nombre de femmes victimes de féminicides ; et chaque fois qu'il y aura un nouveau au féminicide, je vais le compter, je vais l'afficher et je vais communiquer". Qu'est-ce qu'on fait en faisant cela ? On contribue à sensibiliser, on contribue à faire prendre conscience et on contribue aussi à se donner du pouvoir, à rendre visible son action. Et d'une certaine manière, aujourd'hui, si je suis première ministre de la France et que je veux rassembler les acteurs qui luttent contre les violences faites aux femmes, je ne peux pas totalement ignorer cette association, notamment parce que, en plus d'autres actions, elle produit ce chiffre qui est connu, suivi par beaucoup et commenté. Donc produire un chiffre, c'est soit avoir du pouvoir, soit vouloir en conquérir. C'est notamment le cas de tous les indicateurs alternatifs. Autre exemple, pour reprendre la question du chômage, en France au début des années 2000 il y avait une association qui s'appelait ACDC (pour "autres chiffres du chômage") qui essayait de produire des chiffres alternatifs aux chiffres officiels. C'était à la fois pour ouvrir le débat, pour déstabiliser un peu le pouvoir, pour installer sur la place publique un autre chiffre. Mais c'était aussi pour rendre visible l'action de cette association, pour faire entendre sa voix, donc aussi pour conquérir une forme de pouvoir : du pouvoir d'intervention dans l'espace public autour des questions d'emploi et de chômage.

Le chiffre est donc l'associé du pouvoir, soit parce qu'on l'a déjà et on est en mesure d'imposer son chiffre, soit parce que le fait de produire le chiffre va conférer du pouvoir.

Chiffres toxiques : attention aux pièges !

SAW-B : Est-ce qu'il y aurait alors des conditions de toxicité d'un chiffre ? Autrement dit, sous quelles conditions la quantification devient-elle toxique ou représente-t-elle un risque pour les individus ou pour la société ?

OM : C'est une vaste question. Parmi les éléments de toxicité, et donc les effets on va dire non désirables ou négatifs du chiffre, il y a le fait de résumer un débat, une situation à un chiffre. Évaluer les comportements avec un seul chiffre, c'est un piège terrible. Par exemple, si on ne voit le problème du chômage qu'à travers le nombre de chômeurs, évidemment qu'on passe à côté du vrai problème, social, culturel, y compris économique. A partir du moment où on réduit une notion, une situation, une grandeur, une appréciation à un seul chiffre, là c'est sûr que c'est une catastrophe parce que c'est réductionniste. C'est l'exemple des hôpitaux. A partir du moment où le temps d'attente aux urgences est considéré comme un bon indicateur de la qualité de l'activité du service, il faut évidemment que ce temps d'attente soit le plus bas possible. Qu'est-ce qu'il s'est passé lorsque cet indicateur a été utilisé, par exemple en France ou en Angleterre, pour évaluer la qualité des services hospitaliers d'urgence ? Eh bien vous prenez les patients, vous faites le minimum et vous les renvoyez chez eux ou vers d'autres services. Et vous avez un temps d'attente moyen très faible. Alors évidemment, le problème c'est que les patients reviennent, donc les instances d'évaluation des hôpitaux ont complété avec un taux de retour : si les gens reviennent, ce n'est pas bon. A partir du moment où on multiplie les indicateurs, ça commence éventuellement à devenir un peu plus raisonnable et un peu moins piégeux. Je prends le temps

d'attente, je prends le taux de retour, je prends peut-être le taux de décès à domicile, de gravité, de décès non évités, etc. Le temps d'attente est un bon indicateur mais si on réduit l'activité à ça, c'est une catastrophe.

Le premier piège est donc de vouloir réduire quelque chose à un seul chiffre, oublier qu'un chiffre n'est qu'un point de vue et s'enfermer dans cet unique point de vue. C'est un piège terrible.

Un second piège du chiffre, c'est qu'au fond plus j'y adhère, plus j'y adhère. C'est-à-dire que si j'y ai adhéré une année, l'année suivante je vais avoir tendance à vouloir y adhérer parce que je peux comparer avec l'année précédente. Si mon voisin y adhère, alors moi j'y adhère aussi, etc. La persistance du chiffre a quand même quelques avantages. Cela permet de se comparer : se comparer dans le temps, se comparer dans l'espace, se comparer entre nous, etc. Mais il y a un effet d'entraînement qui n'est pas très vertueux parce qu'il nous enferme. Si j'ai un ou deux partenaires qui comptent la même chose que moi, qui utilisent le même indicateur que moi, si ça fait deux ou trois ans que j'utilise le même indicateur pour évaluer mes propres pratiques, c'est encore faisable de changer, de faire changer mes partenaires, de changer mes pratiques. Mais si cela fait cent ans que je fais la même chose et que tous mes partenaires sur l'ensemble du territoire font la même chose, c'est beaucoup plus coûteux voire impossible de changer. Le second piège est donc celui de l'enfermement. Si on prend l'exemple du P.I.B. (produit intérieur brut), on peut espérer que ce ne soit pas trop tard et qu'un jour il y ait un revirement, mais c'est difficile de faire bouger les choses ! Comment est-ce que vous dites aux banques, à tous les pays du monde, à l'O.M.C "vous effacez vos bases de données, on recommence sur un nouveau compte" ? Ou alors "vous gardez vos comptes anciens mais on va recompter différemment". C'est très compliqué ! Si je change les données, je change tous les modèles macro-économiques ou d'économétrie ! Les modèles de prévisions dans les banques, ce qu'on enseigne aux étudiants, donc ça fait changer les programmes universitaires, ça fait changer les modèles, etc. Et il faudrait pouvoir faire ça quasiment instantanément, on ne peut pas y aller petit bout par petit bout.

Des chiffres vertueux ? Oui, mais à certaines conditions.

SAW-B : Au contraire, est-ce qu'il y a des conditions de vertu des chiffres ? Autrement dit, sous quelles conditions sont-ils utiles et sans trop de danger ?

OM : Je pense qu'à partir du moment où on multiplie les indicateurs. Et à partir du moment où on sait qu'on ne mesure pas vraiment ce qu'on pense mesurer. Par exemple, entre la qualité des universités et le classement de Shanghai, il y a un écart ! Le classement de Shanghai permet de mesurer des choses, la notoriété, l'attractivité, évidemment c'est fait pour ça. Mais le classement de Shanghai n'a pas été fait pour être utilisé à l'échelle mondiale ! A l'origine, c'était un outil fait pour les étudiants de l'université de Shanghai, pour les aider à choisir leur future université. C'était purement interne ! C'est comme Binet et ses tests d'intelligence, c'est juste un outil pour eux au départ !

Donc multiplier les mesures, bien penser qu'on ne mesure jamais ce qu'on pense mesurer et qu'il y a toujours un écart, c'est déjà le minimum à mon avis. Et puis être capable de faire des contre-propositions, des chiffres alternatifs. Pour reprendre l'exemple des violences faites aux femmes, si je suis une association féministe et

qu'il existe une mesure de ces violences par le ministère de la justice qui ne compte que les affaires jugées, je peux proposer une autre mesure avec d'autres critères qui viennent compenser les faiblesses du ministère de la justice en prenant un indicateur instantané. Il est peut-être imparfait mais ce n'est pas grave, j'assume. C'est une contre-mesure. Et donc c'est regagner du pouvoir aussi sur le discours, et montrer la réalité des violences faites aux femmes.

A partir du moment où on multiplie les indicateurs, à partir du moment où on se redonne la possibilité d'en créer, à partir du moment où on ne pense pas que l'indicateur va tout résoudre, à partir du moment où on pense que l'indicateur ne mesure pas vraiment ce qu'on veut mesurer... A partir du moment où on est conscient de tout ça, je ne dis pas qu'on peut travailler tranquillement mais ça évite de tomber dans les plus gros pièges, me semble-t-il.

Pour être positif et optimiste, parmi les vertus des chiffres il y a quand même la capacité à pouvoir rendre des choses publiques, rendre des choses transparentes, à condition qu'on donne ses sources. A partir du moment où l'outil devient public, transparent, visible, appropriable par tout le monde, c'est intéressant ! Le système métrique est une belle réussite de ce point de vue-là parce qu'il a coupé l'herbe sous le pied d'une aristocratie qui avait encore beaucoup de pouvoir. Là, la quantification a été émancipatrice pour le peuple. C'est une vertu ! Le pouvoir était aux mains de l'aristocratie, qui avait la main sur le fait de définir les unités de mesure, définir les impôts, changer l'unité de mesure pour s'arranger dans les impôts, pouvoir éventuellement jouer sur les unités de mesure pour avoir des mesures protectionnistes par rapport au territoire voisin, pour empêcher le commerce avec les territoires voisins, etc. Finalement, les unités de mesures étaient utilisées à des fins politiques, à des fins protectionnistes, à des fins de maintien du pouvoir. A partir du moment où la Révolution française est passée par là et a dit "stop, on utilise la même unité de mesure pour tout le monde", certifiée de manière centrale, étatique, contrôlée par un bureau spécialiste, avec un étalon... A partir du moment où on envoie 10 000 exemplaires de l'étalon de mètre partout en France pour dire "voilà à partir de maintenant comment on va mesurer" et qu'on l'installe soit sur la place publique soit à l'hôtel de ville, où tout le monde y a accès, on peut dire que c'est un progrès ! Certes, c'est de la standardisation, c'est de la soumission à une nouvelle norme, etc. Mais ça a déplacé le pouvoir et ça a plutôt redonné du pouvoir au peuple ! Pour prendre un autre exemple, le fait qu'on puisse avoir une montre quand on travaille aujourd'hui ou qu'il y ait des horloges dans les zones de travail, c'est plutôt protectionniste pour les travailleurs. Alors qu'avant c'était le chef d'atelier qui disait "on commence" et "on finit". Donc le chiffre peut être aussi facteur d'émancipation. A partir du moment où l'instrument est public, à partir du moment où les règles de jeu sont les mêmes pour tout le monde, à partir du moment où on a donné explicitement les modes de calcul, la quantification peut être émancipatrice. Je ne dis pas qu'elle l'est mais elle peut être libératrice. Elle peut être égalitaire. En tout cas, ça contribue à une égalité potentielle. Après il y a de nombreux facteurs culturels qui font que, si je ne sais pas lire, ce n'est pas le mètre qui va m'aider à lire, et si je ne sais pas calculer, je me fais arnaquer aussi ! Mais si je ne sais pas calculer et qu'en plus il n'y a pas d'unité de mesure commune, alors là c'est sûr que je peux me faire rouler dans la farine. Le chiffre peut être facteur de justice.

Bibliographie

Olivier Martin, *L'empire des chiffres*, Armand Colin, 2020

Olivier Martin, *Chiffre*, Anamosa, 2023



Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be ou 071 53 28 30

À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.

Rédaction : !!!!

Relecture : !!!!

Illustration : !!!!